



Les États-Unis préparent une autre Révolution de Couleur en Géorgie pour l'année prochaine

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 18 novembre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

L'ex-République Soviétique de Géorgie risque d'être victime d'une autre Révolution de Couleur soutenue par les États-Unis si le nouveau parti politique du banquier Mamuka Khazaradze parvient, d'ici les élections législatives de l'année prochaine, à obtenir un soutien suffisant pour renverser le parti au pouvoir, le Rêve Géorgien, devenu selon Washington beaucoup trop pragmatique envers Moscou. Un évènement qui pourrait avoir des implications énormes non seulement pour la Russie, mais également pour ses partenaires chinois et turcs.

Le port de la discorde

Le banquier géorgien Mamuka Khazaradze, co-fondateur de la plus grande banque universelle du pays et à l'origine du projet du port d'Anaklia, s'est récemment disputé avec le gouvernement après avoir été accusé de blanchiment d'argent et a donc décidé de [former son propre parti politique](#) appelé « Lelo » dans le but de renverser ses opposants lors des prochaines élections parlementaires. Ce ne serait pas en soi un événement digne d'une attention internationale s'il n'y avait le fait que l'ambassade des États-Unis en Géorgie lui a [manifesté son soutien](#) après que les accusations aient été portées et a réitéré qu'elle continuerait également de soutenir son projet du port d'Anaklia. À propos de cet investissement, il est prévu comme le plus important de l'histoire du pays et prévoit la création d'un port en eau profonde pour faciliter le commerce sino-européen. C'est une idée intéressante en principe qui était auparavant appuyée par le gouvernement, mais les autorités ont rechigné à répondre aux demandes de créanciers internationaux potentiels qui leur demandaient de garantir les centaines de millions de dollars de prêts qui seraient nécessaires à sa réalisation.

L'argument contre Anaklia

C'est une position suffisamment raisonnable pour que l'État l'adopte, compte tenu des risques que comporte le projet du port d'Anaklia. D'un côté, on peut faire valoir qu'il y a certainement une demande de transport maritime à travers la Mer Noire le long des nombreuses Nouvelles Routes de la Soie de la Chine, mais de l'autre, on peut aussi avancer que les coûts dépassent de loin les recettes prévues si l'on considère que la République Populaire prévoit également d'utiliser la route maritime de la Route de la Soie Arctique, le pont terrestre eurasiatique, le [Corridor Central](#) et les routes maritimes traditionnelles des Océans Pacifique-Afro-Asiatique (« Indien ») et de la Mer Méditerranée, car il est peu probable qu'elle en vienne à dépendre suffisamment d'Anaklia pour justifier ce projet massif. Il est vrai que sa Banque Asiatique d'Investissement dans l'Infrastructure (AIIB) est l'un des bailleurs de fonds, mais c'est plus par intérêt financier que pour des raisons trop

stratégiques. Le modus operandi de la Chine est de toujours avoir accès à autant de corridors commerciaux que possible afin d'éviter de dépendre d'un corridor donné, il n'est donc pas surprenant qu'elle ait le capital disponible pour financer un autre corridor.

Le problème, cependant, est que les États-Unis s'intéressent également au port d'Anaklia et ont l'intention d'en faire une alternative potentielle au pont terrestre eurasien et au Corridor Central, le premier passant par le Kazakhstan, la Russie et la Biélorussie, le deuxième par l'Asie Centrale et le Caucase, par la Mer Caspienne puis la Turquie pour rejoindre l'UE. Du point de vue logistique, il s'agit déjà d'un noeud d'étranglement possible pour le chargement et le déchargement des marchandises dans les ports de la Mer Caspienne, il n'est donc pas très efficace de répéter ce processus à Anaklia lorsque les marchandises transitant par l'Azerbaïdjan peuvent simplement continuer sur la nouvelle ligne ferroviaire [Bakou-Tbilissi-Kars](#) sur la route de l'UE. Il en va de même pour ce qu'il s'agit du pont terrestre eurasien unimodal relativement plus économique en termes de coûts et de temps que la Russie facilite grâce à ses travaux en cours sur la [Meridian Highway](#) qui réduira le temps de déplacement dans le pays. En tant que tel, il est tout à fait compréhensible que l'État ne veuille pas soutenir ce projet risqué, même si c'est ce désaccord entre le parti au pouvoir et Khazaradze que les États-Unis exploitent.

Les récits US d'Infowar



L'insinuation d'influence US dont nous parlons réside ici : le fondateur du parti au pouvoir, le Rêve Géorgien, et l'actuel leader de facto du pays, Bidzina Ivanishvili, est beaucoup trop pragmatique envers Moscou. Le refus du gouvernement de souscrire aux prêts internationaux du projet du port d'Anaklia est considéré comme une prétendue « preuve » qu'il « fait le jeu de la Russie » en « sabotant » un projet qui pourrait concurrencer son port voisin de Novorossiysk et la couper de la connexion transcontinentale de la Route de la Soie en Chine. Ces récits de guerre de l'information naissants sont tout à fait trompeurs car ils détournent l'attention du fait que le port d'Anaklia est au mieux d'une viabilité économique douteuse et n'est probablement qu'un moyen « patriotique » pour Khazaradze de s'enrichir encore plus en un clin d'œil et un signe de tête de ses partenaires US au détriment du reste de la population. Si le gouvernement lui donnait ce qu'il voulait, les contribuables auraient probablement à payer pour le projet s'il ne se déroulait pas comme prévu.

Du port « stratégique » au piège à dettes de la Révolution de Couleur

Ce scénario nécessiterait en fin de compte une réduction des dépenses sociales pour compenser ses engagements financiers internationaux et peut-être même demander des prêts à la Banque Mondiale et à d'autres institutions soutenues par les États-Unis si elle n'en avait pas les moyens, aggravant encore la crise économique imminente que les États-Unis

pourraient plus tard exploiter avec facilité par une révolution de couleur pour changer de régime. Il n'y a pas de scénario réaliste selon lequel le port d'Anaklia remplacerait le pont terrestre eurasiatique russe ou le Corridor Central, et encore moins un scénario dans lequel ce projet serait suffisamment rentable pour que le peuple géorgien justifie que son gouvernement garantisse les prêts que Khazardze recherche, mais Washington veut que Tbilissi s'y engage à cause de son optique prétendument anti-russe et turque, ainsi que de l'intention des États-Unis de voir la Géorgie piégée dans la dette et faciliter le prochain scénario de changement de régime par des moyens « électoraux » ou par une [révolution de couleur](#) en plan de secours. Pour en revenir au présent, on peut donc conclure que le projet du port d'Anaklia est un différend économique interne qui a depuis été exploité à l'étranger par les États-Unis à des fins politiques et stratégiques.

Le nouveau parti politique de Khazardze entre en jeu parce qu'il pourrait fonctionner à la fois comme la faction la plus radicale de l'opposition hyper-nationaliste (qui pourrait mener des émeutes anti-russes à l'avenir comme celles qui ont [éclaté cet été](#)) et comme le coin qui divise les deux principales forces politiques du pays et crée ainsi une opportunité pour devenir le faiseur de roi post-électoral dont le parti dirigeant pourrait être forcé de dépendre et faire ainsi des concessions si les élections parlementaires de l'année prochaine ne remportent pas une majorité convaincante. Les États-Unis sont fermement contre Ivanishvili parce qu'ils le considèrent comme « trop amical » avec la Russie, ce qui incite les néoconservateurs de « l'État Profond » US qui ont une haine pathologique découlant de leur rivalité de l'Ancienne Guerre froide et sont convaincus de la théorie du complot russe selon laquelle le Président Poutine contrôle Trump à ce jour. Il est intéressant de noter que les élections législatives doivent avoir lieu d'ici octobre 2020, mais quelle que soit le moment où elles aient lieu, elles se tiendront quand même au cours d'une année électorale décisive pour les États-Unis et pourraient ainsi créer une crise internationale fabriquée par un « État Profond » pour pousser Trump à adopter une ligne plus dure envers la Russie.

Réflexions finales

La Géorgie est un pays peu réfléchi qui a une importance stratégique démesurée pour la Russie, la Chine, la Turquie et les États-Unis. La Russie a intérêt de maintenir des relations pragmatiques avec l'État contre lequel il a mené une guerre défensive en 2008, après que ses dirigeants de l'époque aient tué des soldats de la paix et des civils russes dans une attaque nocturne non provoquée contre ses deux régions autonomes à l'époque, tandis que la Chine et la Turquie considèrent le Caucase comme une région de transit crucial pour faciliter leur commerce sur la Route de la Soie. Les États-Unis, cependant, se rendent compte qu'ils pourraient jeter la Géorgie dans le chaos relativement facilement afin de nuire aux intérêts de ses trois rivaux susmentionnés en compromettant la sécurité physique de la Russie par une crise à sa frontière sud et l'émergence possible d'un gouvernement hyper-nationaliste, sur le modèle de l'Ukraine post-Maidan, tout en jetant un obstacle au beau milieu du Corridor Central de la Chine en interrompant potentiellement le commerce dans le Caucase. Dans l'ensemble, cela signifie que le résultat de la crise politique latente en Géorgie provoquée par les États-Unis pourrait avoir un impact disproportionné sur la stabilité eurasiatique, et c'est pourquoi les observateurs devraient continuer de suivre de près l'évolution de la situation dans ce pays au cours de l'année à venir en vue des prochaines élections.

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[Georgia: Is the US Preparing Another Color Revolution?](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Andrew Korybko](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Andrew Korybko](#)**

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca